

« Élections législatives allemandes : quels enjeux pour la France et l'Europe ? »

Stefan SEILER

Céline MISTRETTA

Claire SCOTTON

5 octobre 2005

Table des matières

I	Bilan d'étape des élections en Allemagne du 18 septembre 2005	2
A	La fin précipitée du gouvernement SCHRÖDER et la situation difficile de l'Allemagne .	2
B	Le système électoral en Allemagne et une comparaison des programmes des partis les plus importants	4
C	Les résultats des élections du 18 septembre 2005 et les difficultés à former un gouvernement	9
II	Les incidences sur la vie politique française - l'importance du débat sur la réforme de l'Etat-Providence	12
A	Un vote miroir pour la France ?	13
B	L'influence du vote allemand sur le débat politique français	15
C	L'émergence d'une « <i>sorte d'espace politique européen</i> » (Claus Leggewie)	16
III	Politique extérieure allemande : les enjeux des élections allemandes pour l'Europe et les relations internationales	17
A	Le point sur la politique étrangère de l'Allemagne	17
B	La position d'Angela MERKEL sur l'Europe	20
C	Les relations franco-allemandes d'après le quai d'Orsay	21

I Bilan d'étape des élections en Allemagne du 18 septembre 2005

Par Stefan SEILER

Le 18 septembre 2005, l'Allemagne a voté ! Mais pour la première fois dans l'Histoire de la République fédérale, on ne sait toujours pas, même deux semaines après les élections, qui (et quel parti) va gouverner le pays. Il peut donc être intéressant de s'interroger sur les raisons de cette « *situation inédite* » jusqu'à aujourd'hui et les raisons qui ont poussé le Chancelier Gerhard SCHRÖDER, en mai 2005, à réclamer des élections avancées, qui, finalement, ont mené à la situation actuelle.

A La fin précipitée du gouvernement SCHRÖDER et la situation difficile de l'Allemagne

Depuis maintenant déjà quelques années l'Allemagne se trouve confrontée à des problèmes économiques et sociaux difficiles qui demandent des solutions rapides et des réformes courageuses.

Parmi ces problèmes comptent :

Dans le domaine de l'économie :

- Une inégalité économique croissante entre les anciens Länder de l'Ouest et les nouveaux Länder de l'Est.
- Un taux de chômage de 10 à 11 %, soit plus de 5 millions de chômeurs (notamment des jeunes et des Allemands de l'Est, les « *Ossis* »)
- Un taux de croissance d'environ 0,9 % et un déficit public croissant
- Les conséquences de la mondialisation avec de plus en plus de délocalisations d'entreprises vers les pays d'Europe Centrale et Orientale (pays PECO)

Dans le domaine de la politique sociale :

- Le vieillissement de la société allemande, qui met en danger les systèmes sociaux (assurances maladie, retraites etc.)
- Un nombre croissant de licenciements effectués par les grandes entreprises allemandes
- Un écart croissant entre les élites politiques et économiques du pays et les couches sociales défavorisées (chômeurs, travailleurs)

Afin de trouver des remèdes à ces problèmes, le gouvernement rouge-vert (SPD, Verts) avait proposé des réformes importantes concernant le marché de travail, l'allocation de chômage, les subventions des entreprises, les impôts etc. Au début, ces réformes avaient rencontré le consensus de tous les partis politiques (sauf les extrêmes) et même d'une grande partie de la population allemande. Mais au fil du temps et en dépit de quelques succès, les critiques sur la façon dont les réformes ont été mises en place sont devenues de plus en plus nombreuses. En particulier l'électorat traditionnel du SPD (les couches moyennes, les travailleurs) commençait à critiquer fortement les réformes de M. SCHRÖDER qui avaient entraîné une réforme du système de l'attribution de l'allocation au chômage, la réduction des avantages fiscaux etc. De plus en plus d'adhérents ont ensuite quitté le parti, et les mécontents à l'aile gauche du SPD ont décidé de faire une alliance avec le PDS (Partei des Demokratischen Sozialismus), parti des anciens communistes de la RDA. Sous le nom de « *Linkspartei* »

(Parti de la gauche) le PDS avec Grégor GYSI, l'ancien communiste, et Oskar LAFONTAINE, l'ancien ministre des finances du SPD, ennemi héréditaire de SCHRÖDER à gauche du SPD, à sa tête, commençait à recruter les mécontents du SPD, fait qui mena à une crise profonde au sein du SPD.

Outre les problèmes internes du SPD, le gouvernement SCHRÖDER s'est retrouvé face à une situation politique, qui rendait une prise de décision rapide pratiquement impossible. Au Bundestag (1ère chambre du Parlement) certains députés du SPD ont menacé de voter contre les propres idées et mesures du parti et au Bundesrat (Chambre des Länder, 2ème Chambre) le CDU pouvait disposer d'une forte majorité des voix. SCHRÖDER s'est donc vu devant une situation de plus en plus difficile à gérer. Quand, après une série de défaites lors des élections régionales dans les Länder, le 22 mai 2005 le SPD perdait enfin les élections en Rhénanie, région qu'elle avait gouvernée sans interruption depuis la fondation de l'Allemagne, SCHRÖDER annonçait des élections avancées et la dissolution du Bundestag grâce à une motion de censure ! SCHRÖDER a justifié sa décision avec les lignes suivantes :

«[...] *Le triste résultat pour mon parti en Rhénanie a mis en cause les bases politiques pour la continuation de notre travail. Afin de pouvoir poursuivre les réformes nécessaires qu'on avait commencé, je juge le soutien de la part d'une majorité des Allemands pour absolument nécessaire. Pour cette raison il fait partie de mes responsabilités en tant que Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, de demander au Président de la République [M. Horst KÖHLER] de se servir des possibilités de la loi fondamentale [= la Constitution allemande] et d'annoncer, au mieux pour l'automne de cette année, des nouvelles élections fédérales.* »

La décision de SCHRÖDER d'arriver à une dissolution du Bundestag à l'aide d'une motion de censure a, dans la suite, provoqué beaucoup de critiques tout au long de l'été. On a critiqué que la motion de censure était d'avance une motion de censure « faussée » car c'était le but du Chancelier de la perdre. Une telle procédure est connue sous le nom de « *unechte Vertrauensfrage* » [littéralement : question de confiance faussée], mais elle n'est pas prévue dans la loi fondamentale allemande. En dépit de ces critiques, SCHRÖDER a posé la question devant le Bundestag le 1^{er} Juillet 2005 et n'a effectivement pas obtenu la majorité de 301 voix parlementaires qui auraient été nécessaires pour rester chancelier. Très content, SCHRÖDER demandait au Président KÖHLER de dissoudre le Parlement, décision prise par KÖHLER le 21 Juillet 2005.

La décision de KÖHLER a également été accompagné de critiques non dissimulées. Les critiques ont souligné notamment les points suivants :

- Le Bundestag n'a officiellement pas de droit d'auto-dissolution (Selbstauflösungsrecht). Mais SCHRÖDER aurait pourtant utilisé ce moyen.
- Selon une décision de la Cour Constitutionnelle le Parlement peut être dissout, sous condition que, « *les relations de force du Bundestag empêchent le chancelier de poursuivre une politique, basé sur la confiance d'une forte majorité* ». Cette condition n'aurait pas existé car SCHRÖDER avait – même si souvent après des long débats et des luttes internes – réussi chaque fois à trouver une majorité (même faible) pour ses projets politiques.

Dans la suite de la discussion autour de la dissolution du Parlement, deux députés (Jelena HOFFMANN, SPD et Werner SCHULZ, Bündnis 90/Die Grünen) ont fait appel à la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe (procédure qui s'appelle : Organstreitverfahren), car ils jugeaient la dissolution contraire à la loi fondamentale. La Cour a refusé leur appel en s'appuyant sur la prérogative de juger une situation du chancelier (Einschätzungsprärogative) et ses compétences restreintes de contrôle dans cette matière.

La décision de la Cour a rendu possible les élections fédérales, qui ont eu lieu, il y a deux semaines,

le 18 septembre 2005. Leur résultat a étonné les politiques de tous les partis, les instituts de sondage ainsi que la majorité des Allemands.

B Le système électoral en Allemagne et une comparaison des programmes des partis les plus importants

Le 18 septembre 2005 les Allemands pouvait élire 598 députés pour le 16^{ème} Bundestag. Pour les élections fédérales, chaque électeur peut disposer de deux voix. Avec sa première voix, il peut élire directement un candidat pour sa circonscription. Le mandat va donc à la personne qui rassemble le plus de voix dans la circonscription. La deuxième voix est une voix dite « *pour le parti* ». Selon le pourcentage des voix qu'un parti obtient lors des élections, les sièges au parlement sont distribués aux différents partis. Un parti doit obtenir au moins 5 % des voix afin d'avoir le droit d'obtenir des sièges au parlement.

Cette année, les élections fédérales du 18 septembre ont été influencé par la mort d'une candidate de la NPD (parti extrême droite) dans la circonscription de Dresde (Circonscription 160, Dresden 1). A cause de sa mort et son remplacement par Franz SCHÖNHUBER, environ 219 000 personnes n'ont pas pu voter le 18 septembre et ils vont voter dimanche prochain le 2 octobre 2005. Le résultat de cette élection va donc influencer le résultat des élections fédérales du 18 septembre 2005, même si son influence reste minime. Le résultat des élections à Dresde ne peut guère changer les relations de force entre les partis comme elles ont été établies lors des élections du 18 septembre, mais il est important pour l'attribution des sièges parlementaires aux partis et donc pour la question de savoir qui va être le parti le plus fort/avec le plus de sièges au Bundestag.

Avant de présenter les résultats « *miraculeux* » des élections fédérales du 18 septembre, il peut être intéressant de faire une petite comparaison entre les différents partis allemands. Que trouve-t-on dans les programmes électoraux des différents partis ?

SPD	CDU/CSU	Les Verts	FDP (Libéraux)	PDS/Linkspartei
Candidats				
Chancelier Gerhard SCHRÖDER (Candidat à la Chancellerie)	Angela MERKEL (Candidate à la Chancellerie)	Joschka FISCHER (1 ^{er} de la liste électorale)	Guido WESTERWELLE (1 ^{er} de la liste électorale)	Gregor GYSI/Oskar LAFONTAINE
But pour les élections				
Rester au pouvoir/ Alliance Rouge-Verts	Accéder au pouvoir/ coalition avec les libéraux	Préférence : coalition avec SPD, mais ouvert à d'autres coalitions	Préférence : coalition avec CDU/CSU	

Politique de l'emploi :				
Ajuster les allocations chômage dans les nouveaux Länder au niveau de l'allocation de chômage dans les anciens Länder Introduction du SMIC	Baisse de la contribution à l'assurance chômage de 6,5 % à 4,5 % en revanche augmentation de la TVA de 16 à 18 %. Réduction de la protection devant licenciement pour les nouveau recrutés dans les entreprises de 20 employées, dans les entreprises d'une taille plus grande réduction de la protection après deux ans. Les entreprises peuvent embaucher les chômeurs de longue durée à une rémunération de 10 % en dessous du salaire habituel.	Rééquilibrage des allocations chômage dans les nouveaux et les anciens Länder Introduction du SMIC Subventions pour le marché du travail des petits salaires.	Réduction de la protection devant licenciement Réorganisation de l'ANPE	Remplacement de la réforme de l'allocation au chômage (HARTZ IV) Augmentation de l'allocation chômage de 345 à 420 Euros Introduction d'un SMIC de 1000 Euros net.
Politique fiscale :				
Pas d'augmentation de la TVA Taxe de 3% sur les salaires de plus de 250.000 Euros	Augmentation de la TVA de 16 à 18 %. Baisse de la taxe sur les entreprises de 25 à 22 % Baisse de la taxe sur les salaires de 15 à 12 %	Pas d'augmentation de la TVA Introduction d'une taxe sur les salaires et les héritages importants.	Pas d'augmentation de la TVA	Pas d'augmentation de la TVA Réintroduction de la taxe sur les salaires élevés Allocation sociale de base de 750 pour chaque personne.

Politique étrangère :				
<p>Contre l'engagement militaire en Irak</p> <p>Pour l'adhésion de la Turquie à l'UE</p> <p>Plus de responsabilité pour l'Allemagne au niveau mondial grâce à un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.</p>	<p>Contre une adhésion de la Turquie à l'UE ⇒ préférences pour un partenariat privilégié.</p> <p>Même importance accordée aux relations franco-allemandes et germano-britanniques.</p>	<p>Pour l'adhésion de la Turquie à l'UE.</p> <p>Référendum européen sur la Constitution européenne.</p> <p>Relations « <i>transatlantique</i> » restent « <i>pilier</i> » de la politique étrangère allemande.</p>	<p>Soutien intensif aux relations « <i>transatlantiques</i> »</p> <p>Siège pour l'UE ou pour l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU.</p>	<p>Contre un siège permanent pour l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU.</p> <p>Plus d'engagement pour le développement du Tiers monde.</p> <p>Pour un référendum sur la Constitution européenne.</p>
Politique intérieure :				
<p>Mesures contre la délinquance des jeunes</p> <p>Echanges de données entre les administrations judiciaires et policières européennes.</p> <p>Plus de compétences pour le Bundeskriminalamt (Office fédéral de la police allemande)</p>	<p>Etablissement des fichiers « <i>anti-terroristes</i> » à la disposition de la police et des services secrets</p> <p>Restriction des mesures envers des étrangers soupçonnés du terrorisme</p> <p>Etablissement d'un fichier afin d'éviter l'abus des visas.</p> <p>Soutien à l'analyse DNS (génétique)</p>	<p>Contre l'établissement d'un fichier avec des données biométriques (génétiques)</p> <p>Police et services secrets devraient rester des organismes séparés.</p> <p>Restriction des mesures de télé-surveillance et de la surveillance du téléphone.</p>	<p>Contre l'introduction des passeports et des cartes d'identité comprenant des données personnelles biométriques.</p> <p>Interdiction du « <i>Grosser Lauschangriff</i> », c.-à.-d. de la surveillance du téléphone dans les locaux privés.</p> <p>Mais utilisation exceptionnelle de la télé-surveillance, de la surveillance du téléphone et de l'analyse génétique reste permise.</p>	<p>Contre l'engagement de l'armée allemande à l'intérieur du pays.</p> <p>Contre l'abus des plans de sécurité actuellement établis par le gouvernement.</p>

Politique de l'éducation et de l'enseignement supérieur :				
<p>Introduction des cours de soutien obligatoires avant l'école maternelle afin d'améliorer les connaissances linguistiques des enfants étrangers</p> <p>Augmentation du nombre des écoles qui gardent les enfants toute la journée (plus de 10.000 écoles)</p> <p>Pas de frais sur les études (jusqu'au Master)</p> <p>Les bourses d'études ne vont pas être transformées en bourses à base de crédits.</p> <p>Soutien à la recherche.</p>	<p>Cours de soutien afin d'améliorer les connaissances linguistiques des enfants (étrangers)</p> <p>Plus de bourses de mérites, soutien aux enfants sur-doués</p> <p>Enseignement religieux reste matière importante dans les programmes scolaires (noté jusqu'au bac)</p> <p>Les universités peuvent demander aux étudiants des frais d'études.</p> <p>Augmentation des subventions pour la recherche d'un milliard d'euros.</p>	<p>Réformes du système scolaire allemand actuel (Hauptschule, Realschule, Gymnasium)</p> <p>Pas de frais d'études</p> <p>Bourse d'études indépendant des revenus des parents</p> <p>Augmentation des subventions pour la recherche.</p>	<p>Lutte contre le manque de connaissances des enfants dans les écoles maternelles</p> <p>Testes de langues deviennent obligatoires</p> <p>Plus de compétition entre les écoles et les universités</p> <p>Introduction des frais d'études</p> <p>Réduction de la bureaucratie dans le domaine de la recherche.</p>	<p>Augmentation des subventions pour le secteur de l'enseignement et de la recherche à 6 % du PIB allemand.</p> <p>Réforme du système scolaire allemand actuel</p> <p>Introduction des « <i>Gesamtschulen</i> » (intermédiaire entre Realschule et lycée) jusqu'en 10ème</p> <p>Contre l'introduction des frais d'études.</p>
Politique de santé				
<p>Introduction d'une assurance maladie générale qui englobe également les professions libérales, les fonctionnaires et les hommes politiques.</p>	<p>Introduction d'une prime de santé pour chaque adulte assuré, contribution mensuelle qui dépend des dépenses de l'assuré.</p>	<p>Introduction d'une assurance généralisée comparable avec le modèle proposé par le SPD. Cette assurance remplace les assurances maladies et l'assurance pour le traitement des gens très âgés.</p>	<p>Remplacement des Caisses d'assurances maladies obligatoires par des Caisses d'assurances maladie privés. Mais une protection minimale reste obligatoire.</p>	<p>Introduction d'une assurance maladie générale selon le modèle du SPD.</p> <p>Des assurances privées complémentaires seront possibles.</p>

Politique sociale et de la famille				
Introduction de crèches gratuites Pour la parité entre hommes et femmes dans les domaines politiques	La politique de l'enseignement et de l'éducation reste dans les mains des Länder. Mesures afin de faciliter la combinaison vie familiale/travail A partir de 2007, bonus de 600 Euros pour chaque enfant (prise en compte dans la contribution à l'assurance retraite) Le PACS pour les homosexuels reste établi.	Droit à la garde-rie pour chaque enfant Soutien à la politique de parité	Montant de 7700 Euros non imposable à l'année pour chaque enfant afin de soulager les familles. Introduction des jardins d'enfant (demi-journée) gratuits. Plus de possibilités de garderie pour les nouveaux nés	Augmentation de l'allocation pour chaque enfant de 154 à 250 Euros Garderies gratuites pour parents avec des salaires bas. Introduction d'un minimum de retraite de 800 Euros

Politique de l'environnement et de l'énergie :				
Réduction des subventions au charbon/aux mines Fin de l'énergie nucléaire Soutien aux énergies renouvelables Réduction de la bureaucratie avec l'introduction d'un recueil des lois environnementales	Réduction des subventions au charbon/les mines Pas d'interdiction des centrales nucléaires, mais pas de projet de nouvelles constructions de centrales Les centrales nucléaires peuvent rester en activité plus longtemps Soutien à l'électricité écologique, mais réductions des subventions pour la recherche dans ce domaine.	Réductions des subventions au charbon/les mines. Fin de l'énergie nucléaire, mais également réduction de la dépendance du pétrole. Soutien aux énergies renouvelables Rôle principal de l'Allemagne dans la protection du climat.	Réduction des subventions au charbon, mais aussi pour les énergies renouvelables. Plus de compétition sur le marché de l'électricité L'Etat pourrait établir les prix des énergies Les centrales nucléaires restent en route.	Décentralisation de l'alimentation énergétique de l'Allemagne Soutien à l'électricité écologique Soutien à une agriculture écologique.

C Les résultats des élections du 18 septembre 2005 et les difficultés à former un gouvernement

Le soir du 18 septembre 2005 en Allemagne, pratiquement tout le monde était étonné. Alors que trois semaines auparavant, les instituts de sondage et la plupart des médias annonçaient de façon unanime l'échec inévitable de M. SCHRÖDER et la victoire écrasante d'Angela MERKEL, les résultats du 18 différaient du tout au tout de ces prévisions. Au lieu d'une grande gagnante, il n'y avait, soudain, QUE des gagnants. Les voici :

CDU/CSU : 35,2 %

SPD : 34,3 %

FDP : 9,8 %

Linkspartei : 8,7%

Bündnis 90/Die Grünen : 8,1 %

Les autres partis (notamment l'extrême droite) sont restés en dessous du seuil de 5 % nécessaire pour obtenir des sièges au Bundestag.

Le SPD a perdu 4,3 % des voix, comparé aux dernières élections de 2002, mais au lieu d'assurer une victoire écrasante, le parti d'Angela MERKEL a également perdu des voix (3,3 %) et il n'a que 0,9 % d'avance par rapport au SPD. On peut donc noter que SCHRÖDER avait réussi (quasiment à la dernière minute) à neutraliser pratiquement un écart de 11 % constaté lors du dernier sondage effectué quelques semaines avant les élections. Les Verts sont restés stables et ont obtenu quasiment le même nombre des voix qu'en 2002, date des dernières élections fédérales. Les libéraux (FDP) ont gagné 2,4 % et sont devenus la troisième force au Bundestag. Le Linkspartei/PDS a, peu après sa fondation, pu obtenir 8,7 % des voix et a ainsi pu augmenter son nombre de sièges au Bundestag (par rapport aux sièges du PDS tout seul) de 2 à 50. La particularité de ces résultats est sûrement le fait que ni l'ancienne coalition entre les Verts et le SPD, ni la coalition habituelle entre le CDU/CSU et les libéraux n'ont obtenu assez de voix pour former un gouvernement. Il faut donc absolument trouver un autre partenaire pour former une coalition. Un deuxième fait peut attirer l'attention : s'il est rassurant que l'extrême droite n'ait obtenu que 2,2 % des voix (1,6 % NPD, 0,6 % Republikaner), la montée de l'extrême gauche (les anciens communistes en alliance avec les anciens membres de l'aile gauche du SPD) peut susciter des inquiétudes.

Quelles sont donc les raisons (supposées) d'un tel résultat et comment ont voté les différents groupes sociaux ?

- Angela MERKEL n'a pas réussi à convaincre un électorat qui était prêt au changement. Contrairement à Gerhard SCHRÖDER, elle passe pour une femme proche d'une pensée capitaliste et néolibérale, éloignée des souhaits de la population.
- Gerhard SCHRÖDER sait instrumentaliser les médias. Il est le « *Chancelier des médias* » (Medienkanzler). Il se sent à l'aise devant les caméras et s'est montré brillant lors du débat télévisé. A la suite de ce débat, les sondages ont montré que la majorité des Allemands adhéraient plus au programme électoral de la CDU qu'à celui du SPD, mais préféraient comme chancelier Gerhard SCHRÖDER.
- Beaucoup d'Allemands s'inquiètent des réformes proposées par la CDU et Angela MERKEL. Il souhaitaient le changement et n'apprécient pas les réformes proposées par le gouvernement SCHRÖDER, mais ils craignent davantage les réformes de la CDU mettant encore plus en cause l'Etat-Providence et le système social.

- Angela MERKEL a fait certains « *mauvais choix* » pendant sa campagne électorale qui a été considérée comme étant « *froide* ».
- Les réformes des allocations chômage, les difficultés sur le marché du travail ainsi que les problèmes sociaux ont poussé beaucoup de gens à faire un vote protestataire en votant pour le Linkspartei/PDS (l'extrême gauche).
- Le résultat montre un écart de plus en plus grand entre les couches aisées et les couches pauvres en Allemagne. Les partis qui ont gagné le plus de voix sont les libéraux (considéré comme « *parti des capitalistes, des bourgeois, des riches* ») et le Linkspartei (considéré comme parti des chômeurs, des travailleurs, des « *petits gens* »).

Les groupes sociaux et classes d'âges qui ont le plus voté CDU/CSU sont :

- 42 % retraités
- 42 % professions libérales
- 43 % 60 ans et plus
- 34 % 45 - 59 ans

SPD :

- 40 % en formation/étudiants
- 37 % travailleurs
- 36 % retraités/employés
- 37 % entre 18 - 24 ans
- 35 % entre 45 - 59 ans

FDP :

- 19 % professions libérales
- 11 % employés
- 11 % en formation/étudiants
- 13 % 25 - 34 ans
- 10 % 18 - 24 ans, 25 - 34 ans, 35 - 44 ans

Bündnis 90/Les Verts

- 13 % en formation/Verts
- 12 % professions libérales
- 11 % employés
- 11 % 35 - 44 ans
- 10 % 18 - 24 ans et 25 - 34 ans

Linkspartei/PDS :

- 23 % chômeurs
- 12 % travailleurs
- 8 % en formation/études
- 10 % 45 - 59 ans
- 8 % 35 - 44 ans

Electeurs qui ont voté pour la première fois :

SPD : 39 %
CDU/CSU : 26 %
Les Verts 10 %
FDP : 10 %
Linkspartei : 8 %

Femmes :

SPD : 35 %
CDU /CSU : 35 %
Les Verts : 9 %
FDP : 9 %
Linkspartei : 7 %

Hommes :

CDU : 36 %
SPD : 33 %
FDP : 11 %
Linkspartei : 9 %
Les Verts : 7 %

Travailleurs :

SPD : 37 %
CDU : 31 %
Linkspartei : 11 %
FDP : 8 %
Les Verts : 5 %

Chômeurs :

SPD : 30 %
CDU : 24 %
Linkspartei : 22 %
FDP : 8 %
Les Verts : 7 %

Catholiques :

CDU : 46 %
SPD : 28,4 %
FDP : 10,2 %
Les Verts : 7,4 %
Linkspartei : 4,2 %

Protestants :

SPD : 40,7 %
CDU : 32,0 %
Les Verts : 9,6 %
FDP : 9,5 %
Linkspartei : 5,2 %

Statut social élevé :

SPD : 32,6 %
CDU : 31,4 %
Verts : 11,7 %
FDP : 11,4 %
Linkspartei : 9,4 %

Couches sociales les moins élevées :

CDU : 36,9 %
SPD : 35,1 %
FDP : 9,1 %
Linkspartei : 8,6 %
Les Verts : 5,8 %

Les résultats obtenus lors des élections du 18 septembre rendent difficile la formation d'un gouvernement. D'autant plus que le chancelier SCHRÖDER avait annoncé le soir des élections qu'il ne laisserait pas sa place à Angela MERKEL dans une grande coalition (Grosse Koalition) entre le CDU et le SPD. Angela MERKEL a réagi tout de suite et réclame le poste de chancelière.

Les coalitions possibles mais difficiles :

SPD et les Verts (273 sièges, mais il faut au moins 307 pour une majorité absolue) :

- n'ont pas assez de voix pour former un gouvernement. Ils n'accepteront pas une « *tolérance* » de la part du Linkspartei.

CDU-Libéraux (FDP) (286)

- n'ont pas assez de voix.

SPD-Linkspartei-Les Verts (327) :

- Les Verts et le SPD ont exclu une alliance avec l'extrême gauche.

SPD-FDP-Les Verts (334) :

- Coalition préférée par le SPD et les Verts. Mais les libéraux ont exclu une coalition avec le SPD.

CDU-(FDP) Libéraux-Verts (337) :

- Le CDU a tenté de trouver un compromis avec les Verts. Mais après quelques négociations les deux partis ont dû constater qu'ils sont idéologiquement trop éloignés.

CDU-SPD (447) :

- Seule possibilité restante et disposant d'une grande majorité. Mais la « *grande coalition* » est un enfant « *mal-aimée* » dans la politique allemande et de plus, chaque candidat réclame le poste de chancelier. SCHRÖDER et MERKEL ne renoncent pas tous les deux (à l'heure actuelle).

Dans les discussions autour de la formation du gouvernement, on a pu entendre des propositions jamais entendues :

- séparation de l'alliance entre le CDU et le CSU, alliance qui existe depuis les premières élections fédérales. Cette solution pourrait empêcher l'arrivée d'Angela MERKEL au poste de chancelière car les deux partis, qui ensemble forment le plus grand parti au Bundestag, sont considérés comme étant deux partis différents.
- SCHRÖDER et MERKEL renoncent tous les deux au poste de chancelier ; une troisième personne (encore inconnue) va être nommée.
- Angela MERKEL devient chancelière, mais démissionne tout de suite afin de rendre possible des élections nouvelles.
- Angela MERKEL et Gerhard SCHRÖDER partagent le mandat. SCHRÖDER devient chancelier mais est, après deux ans, remplacé par MERKEL.

Même si actuellement une grande coalition semble se concrétiser à Berlin, la politique allemande reste intéressante. Il faut attendre les élections à Dresde ce week-end et les réactions des partis face à ce résultat.

II Les incidences sur la vie politique française - l'importance du débat sur la réforme de l'Etat-Providence

Par Claire SCOTTON

(Sources : articles du *Monde*, de *Libération* et du *Figaro*)

A Un vote miroir pour la France ?

1 Une offre politique comparable face à des défis similaires sur le plan économique et social

Mieux qu'un sondage, le vote allemand apparaît comme une sorte de banc d'essai du vote français. Des sociétés comparables, ayant à affronter les mêmes problèmes, sont placées devant des offres politiques similaires.

Les deux pays sont avant tout confrontés aux mêmes problèmes économiques et sociaux : chômage de masse, croissance affaiblie, population vieillissante (même si la France a un taux de natalité supérieur), difficulté d'intégration des immigrés, déficit des comptes publics... Le modèle social à forte solidarité est remis en cause des deux côtés du Rhin : le système social serait trop généreux, et découragerait le travail et la prise de risque ; le poids des impôts et des taxes est discuté, accusé de renchérir le coût du travail, notamment du travail non qualifié. Le système éducatif est lui aussi l'objet de maintes critiques. On lui reproche en particulier de mal préparer aux métiers «*utiles*».

Cependant, les fortes similitudes entre les deux pays ne doivent pas occulter les problèmes spécifiques, qui conduisent à nuancer l'interprétation du vote allemand comme étant le miroir exact du vote français. Le coût de la réunification creuse les finances publiques allemandes, alors que le décollage économique des anciens Länder de RDA se fait attendre. Il est d'ailleurs significatif que la gauche radicale recrute surtout ses électeurs à l'Est. De plus, l'Allemagne a retrouvé la première place sur le podium des pays exportateurs, et son appareil industriel est puissant, contrairement à la France, qui peine à relancer l'investissement. Inversement, les Français continuent à consommer, tandis que les Allemands se restreignent.

Le paysage politique allemand ressemble aussi étrangement à son voisin français, avant tout par son émiettement. L'émergence du Parti de gauche, rejoint par l'ancien président du SPD, Oskar LAFONTAINE, n'est pas sans rappeler les disputes entre les différentes tendances au sein du PS, lors du débat sur la Constitution. Le chancelier sortant incarne notamment ce que la gauche de la gauche, dans les deux pays, dénonce comme le «*social-libéralisme*», ou la résignation à la nécessité d'adapter la société à l'économie de marché. Parmi les hommes politiques et les partis acquis à l'idée d'une réforme de l'État-providence, on retrouve en France comme en Allemagne l'opposition entre les tenants d'une réforme radicale et libérale et les partisans d'une réforme plus sociale, qui recoupe en partie l'opposition gauche-droite.

Les cultures politiques des deux côtés du Rhin restent pourtant bien distinctes, comme le constate Claus LEGGEWIE, professeur de sciences politiques à l'université de Giessen (Hesse) : la culture politique française est plus étatique, centraliste. L'Allemagne a plus facilement accepté certains principes du «*néolibéralisme*», elle qui a mis en place depuis 1949 une économie de marché, avec une composante sociale.

2 Une femme chancelière ? Femmes et pouvoir en France et en Allemagne

Un éclairage particulier doit être fait sur un point précis, ne relevant pas du débat sur la réforme du modèle social : le rapport des femmes au pouvoir dans les deux pays. Il semble là encore que les points communs existent. Si le fait qu'une femme ait été candidate de l'un des deux grands partis allemands témoigne d'une plus grande avancée dans ce domaine outre-Rhin, son relatif échec final

a pu être en partie imputé par certains commentateurs à son appartenance au genre féminin. Il est effectivement vraisemblable que certains électeurs de droite aient été réticents à l'idée de voir leur pays gouverné par une femme, mais cette variable est difficile à mesurer. On peut simplement constater la défection de bon nombre de voix d'hommes votant traditionnellement pour la CDU, au profit du SPD, mais aussi le report d'un nombre équivalent de voix féminines au profit de Mme MERKEL.

Pourtant, le programme de Mme MERKEL ne plaçait guère l'accent sur la politique familiale, et sur la nécessité de mettre en place des structures permettant aux Allemandes de concilier vie familiale et vie professionnelle. La CDU a gardé une image de parti défenseur des «trois K» : Küche, Kinder, Kirche (cuisine, enfants, Église). L'un des tenants de cette ligne n'est autre que Paul KIRCHHOF, l'expert fiscal que Mme MERKEL avait pressenti pour être son ministre des finances. Il avait insisté sur les différences hommes-femmes, celles-ci devant se consacrer à leur « *carrière à la maison* », tandis que l'homme « *trouve son identité* » dans le rôle de pourvoyeur de revenus à sa famille, selon lui.

A l'inverse, la coalition sortante SPD/Verts a entrepris de changer les mentalités. Des mesures ont été prises pour réduire les inégalités dans le domaine des retraites et des conditions de travail. Des programmes ont été lancés pour développer les crèches et l'école à la journée. En effet, la plupart des établissements scolaires ne gardent pas les élèves au-delà de 13 heures, obligeant les familles à s'occuper l'après-midi de leurs enfants. Dans ce contexte, les « *mauvaises mères* », qui abandonnent leurs enfants pour aller travailler, sont encore largement stigmatisées. Le nouveau « *KKK* » (Kinder, Krippe, Karriere - enfants, crèche, carrière), selon Alfred GROSSER¹, est finalement plus reconnu en France qu'en Allemagne. De plus, fiscalement, les hommes continuent à être favorisés lorsqu'ils déclarent leurs impôts avec leur conjointe, si celle-ci est au foyer. La chute de la démographie est à l'arrière-plan de tous les débats sur le sujet.

Mais au-delà des programmes politiques sur la politique familiale, et face à l'impossibilité de mesurer l'impact du genre des candidats sur le vote des hommes et des femmes, il faut souligner l'importance de cet aspect du vote au cours de la campagne, dans les discours politiques et médiatiques. La femme du chancelier sortant, Doris SCHRÖDER, s'est ainsi plu à souligner que Mme MERKEL n'avait donné naissance à aucune progéniture, et qu'« *au vu de son parcours, elle n'incarne certainement pas l'expérience de la plupart des femmes allemandes. Lesquelles se demandent comment concilier travail et vie familiale* ». Selon Mme SCHRÖDER, la candidate de la CDU serait même « *coupable du manque d'enfants* » en Allemagne. La presse a aussi porté un regard particulier sur la candidate, commentant abondamment son style vestimentaire et l'évolution de sa physionomie. « *Jamais l'apparence physique et la garde-robe d'une personnalité politique n'avaient fait l'objet d'un passage en revue aussi minutieux* », écrit Pascale HUGHES dans le Point. Ces commentaires ne sont pas sans rappeler les attaques sexistes contre Édith CRESSON à Matignon, ou contre Roseline BACHELOT en sa qualité de ministre du gouvernement RAFFARIN, souligne Eric FOTTORINO dans *le Monde*. Ou encore, plus récemment, les commentaires ironiques de certains participants des journées parlementaires du PS suite à l'annonce faite par Ségolène ROYAL qu'elle envisageait de se présenter aux présidentielles de 2007 : « *Mais qui donc va garder les enfants ?* », « *La présidentielle, ce n'est pas un concours de beauté* »... L'un d'entre eux résume la situation en interprétant significativement l'échec de Mme MERKEL comme le refus des Allemands de voter pour une femme : « *Voyez la mère MERKEL, poum dans le popotin* ». Cependant, la situation des femmes n'est pas tout à fait la même des deux côtés du Rhin : les Françaises connaissent un fort taux d'activité, malgré les discriminations (salariales notamment) dont elles sont l'objet, mais sont peu présentes à l'Assemblée (même après le vote de la loi sur la parité), contrairement aux Allemandes, qui rencontrent moins d'obstacles

¹ *La France, semblable et différente*, éd. Alvik, 2005, p.100

pour entrer au Bundestag, mais peinent à mener de front carrière professionnelle et éducation des enfants. Catherine ACHIN, dans *Le mystère de la chambre basse-Comparaison des processus d'entrée des femmes au Parlement, France-Allemagne, 1945-2000*, (Daloz-Sirey, 2005), a ainsi montré l'autonomie du champ politique et l'articulation complexe entre ordre social et ordre politique à partir de la comparaison France-Allemagne.

B L'influence du vote allemand sur le débat politique français

Le résultat serré des élections allemandes permet aux hommes politiques français de laisser libre cours à leurs interprétations, chacun cherchant à démontrer que ce scrutin valide ses thèses.

1 À droite

La demi-victoire d'Angela MERKEL préfigure-t-elle une future défaite pour la droite française ? Ce sont principalement les chiraquiens qui projettent les résultats allemands sur les futures élections présidentielles et législatives françaises, reprochant ainsi au ministre de l'intérieur Nicolas SARKOZY un positionnement trop radical. Ils interprètent en effet le recul de Mme MERKEL comme le désaveu de la stratégie de «rupture» libérale défendue par ce dernier. M. SARKOZY comptait d'ailleurs sur la victoire écrasante de la CDU pour créer un «environnement favorable» au programme de réformes qu'il se propose de mettre en place s'il accède au pouvoir. Mettant l'accent sur les erreurs de campagne de Angela MERKEL, les soutiens de M. SARKOZY n'entendent pas mettre en sourdine les propositions les plus radicales de celui-ci, comme sa volonté de plafonner l'impôt sur le revenu à 50% ou de conditionner la perception du RMI et de minimas sociaux à l'exercice d'une activité.

Pour le président de l'UDF, François BAYROU, «les Allemands ont rejeté le bipartisme, et (...) veulent être gouvernés au centre, dans l'équilibre entre réformes et solidarité». Il juge désormais le terme de rupture «trop négatif», alors que cette thématique était revendiquée par son parti il y a un mois, lors de son université d'été. Laissant ce thème à Nicolas SARKOZY, il espère que ce positionnement ne sera pas plus favorable à ce dernier qu'à Mme MERKEL. Place donc à un nouveau mot d'ordre pour l'UDF : la «reconstruction» des pratiques politiques et du modèle social. Celle-ci passe par une critique du gouvernement : alors que le recul de Mme MERKEL est en partie imputé à son projet de réforme fiscale, jugé trop inégalitaire, M. BAYROU s'attaque à celle du gouvernement, qui serait «pire que la "poll tax" de Margaret Thatcher» selon lui.

2 À gauche

Les dissensions internes au Parti socialiste ont ressurgi à la faveur de ce scrutin. Les appels au «rassemblement» et les procès en «dérive libérale» s'affrontent. Le premier secrétaire, François HOLLANDE, qui s'est montré solidaire de G. SCHRÖDER durant la campagne, s'est réjoui de la remontée du chancelier allemand. Elle serait due à la sincérité des convictions de G. SCHRÖDER, qui aurait ainsi limité les effets de la division de la gauche, ce qui peut être vu comme une manière de reprocher à Laurent FABIUS, notamment, ses positions actuelles. Dans *Libération* (jeudi 29 septembre), Pierre

MOSCOVICI, vice-président du Parlement européen et secrétaire national aux relations internationales du PS, souligne que «*la responsabilité du Linkspartei est directe et complète dans l'échec de la gauche. Sa rhétorique populiste a empêché le SPD de retrouver son niveau*».

A l'inverse, le sénateur de l'Essonne, Jean-Luc MÉLENCHON, allié de Laurent FABIUS, affirme que «*l'émergence du Linkspartei est un élément positif : c'est une alternative entre l'abstention et la capitulation*». Selon lui, «*la ligne d'accompagnement du libéralisme donne toujours le même résultat : la social-démocratie perd, elle est incapable d'entraîner la société, elle fragmente la gauche*». En outre, F. HOLLANDE compare les mesures fiscales de Mme MERKEL à celles «*proposées par Dominique de VILLEPIN et Nicolas SARKOZY*».

Le Parti communiste français, quant à lui, s'est félicité de «*l'émergence d'une nouvelle force alternative à gauche, seule à s'opposer au néolibéralisme*». Marie-George BUFFET juge que «*les Allemands ont tiré les mêmes leçons que les Français. A partir du moment où la social-démocratie n'a pas une politique de rupture avec la logique libérale, au bout d'un moment elle est sanctionnée*».

C L'émergence d'une «*sorte d'espace politique européen*» (Claus Leggewie)

Les querelles entre la gauche de rupture et la gauche de réforme ne sont pas nouvelles, mais le fait qu'elles s'expriment sous la même forme, au même moment, dans les deux pays, l'est plus. Pour Thomas FERENCZI², les déchirements du socialisme franco-allemand marquent bien le développement d'une culture commune, ou, du moins, «*l'élaboration de réponses analogues à des défis communs*». Au-delà des situations françaises et allemandes, le chroniqueur s'interroge sur l'avenir de la social-démocratie en Europe. Les relations entre les deux tendances concurrentes restent paisibles en Grande Bretagne, en Espagne ou encore en Italie, mais les disputes au sein des gauches françaises et allemandes peuvent faire tache d'huile.

La circulation des idées politiques en Europe est en effet patente, et se fait notamment par l'intermédiaire du mouvement Attac, en ce qui concerne la gauche dite radicale. Ainsi, le Parti de Gauche, le Linkspartei, fait les mêmes critiques que la «*gauche de la gauche*» française contre le néolibéralisme. Ses membres utilisent les mêmes arguments que les militants français modérés du non à la Constitution européenne. Ils ne sont pas seulement contre la réforme du marché du travail voulue par G. SCHRÖDER : ils s'insurgent aussi contre certaines conséquences de la globalisation, contre l'Organisation Mondiale du Commerce ou le FMI.

D'une manière générale, au-delà des disputes entre gauche de réforme et gauche de rupture, les partis politiques, en Europe, ne sont plus les vieux partis de tradition : la scène politique est désormais plus flexible, plus «*fluide*». On assiste à de forts glissements d'une élection à l'autre. De ce fait, les coalitions non plus ne peuvent rester les mêmes, selon Claus LEGGEWIE : au Parlement européen, les majorités changent en fonction des thèmes, ce qui devrait s'imposer dans les parlements nationaux à moyen terme selon le politologue.

Cependant, l'éventail des coalitions possibles en Allemagne montre que les pays européens n'en sont pas au même point, concernant les différentes alliances possibles, du moins dans un gouvernement : la coalition dite «*jamaïcaine*» notamment, réunissant le SPD, les Verts et le Parti libéral, qui correspondrait à une alliance du PS avec l'UDF en France, serait tout simplement impensable, comme

²le Monde du 23 septembre 2005, «*Gauche de réforme, gauche de rupture* »

l'affirme par exemple Pierre MOSCOVICI. Si elle devait triompher en Allemagne, cela aboutirait à un isolement de la gauche française en Europe.

La convergence des thèmes dans les débats politiques des deux côtés du Rhin s'explique aussi par les dépendances réciproques des pays dans le cadre de l'Union européenne. Ainsi en est-il du débat sur la réforme fiscale. C'est l'élargissement du 1^{er} mai 2004 qui amène les anciens pays de l'UE à réfléchir à une réforme de leur modèle fiscal, qui les pénalise. En effet, de la Pologne à la Lettonie, les pays qui ont intégré l'UE disposent de taux d'imposition des sociétés très en deçà de ceux des quinze anciens membres. Jusque là, la concurrence était relativement limitée, les pays européens voulant préserver un modèle social fort, impliquant un taux de prélèvement obligatoire élevé (à l'exception de l'Irlande). La droite allemande a ainsi proposé une réforme radicale sur le plan de la fiscalité. Avant le résultat des élections, le conseiller politique de M. SARKOZY, Patrick DEVIDJIAN, affirmait que *«cela aide la France à renoncer à l'exception française»*. La droite française se disait confortée dans sa volonté de baisser les impôts. Pour Eric BESSON, secrétaire national chargé des questions économiques au PS, en revanche, les droites françaises et allemandes font une *«erreur de diagnostic»*, lui-même prônant un *«modèle social-démocrate»*, basé sur une grande protection sociale (donc un fort taux de prélèvement obligatoire) tout en garantissant une certaine souplesse pour les entreprises.

III Politique extérieure allemande : les enjeux des élections allemandes pour l'Europe et les relations internationales

Par Céline MISTRETTA

A Le point sur la politique étrangère de l'Allemagne

Suite à la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne s'est vue privée d'armée³. Mais depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest, le *«nain politique»* d'hier cherche à reprendre sa place au niveau international.

Début 1999 : un moment historique dans l'histoire des relations internationales allemandes.

Le SPD, parti le plus pacifiste d'Allemagne, connaît une volte face douloureuse. Lors d'un vote historique au Bundestag, certains élus Verts finirent en effet par se rallier, la mort dans l'âme, à la majorité des députés qui autorisèrent la première intervention armée du pays hors de ses frontières, au côté de l'Otan - au Kosovo. Depuis ce scrutin mémorable, les valeurs fondamentales du pacifisme allemand ont radicalement changé : *«L'argument "plus jamais Auschwitz" qui interdisait toute offensive militaire à l'étranger s'est transformé en raison pour justifier une intervention de la Bundeswehr au service de la paix dans le monde»*, rappelle l'historien Étienne FRANÇOIS. Désormais, chaque nouvelle opération militaire ne suscite plus de débat idéologique en Allemagne. Ainsi, la Bundeswehr est aujourd'hui présente aux quatre coins du monde (2 700 soldats allemands dans les Balkans, 2 200 en Afghanistan, 400 en Indonésie, 300 dans la Corne de l'Afrique, quelques dizaines en Géorgie et

³Cette partie a été réalisée à partir de l'article "L'Allemagne, nouveau grand?" de Blandine Milcent, *L'Express* 14/02/2005

en Érythrée). Au total, 6 700 soldats dans le monde sous les couleurs de la République fédérale. Et l'Allemagne a fini par s'imposer au sein de la communauté internationale comme l'une des nations incontournables sur laquelle on peut compter pour tenter de régler les conflits de la planète.

Conséquence de cette montée en puissance : le gouvernement allemand réclame plus de pouvoir. En clair : il exige un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. De fait, si, au départ, le chancelier n'a sans doute pas engagé ses troupes dans ce but précis, il a très vite imaginé le parti qu'il pouvait en tirer : un siège européen au Conseil de sécurité semble exclu actuellement, avec une Europe à 25 incapable de parler d'une seule voix. Un siège partagé paraît bien peu probable face à une France ou une Grande-Bretagne campées sur leurs prérogatives. Voilà pourquoi SCHRÖDER réclame un fauteuil allemand. Avec une argumentation sans faille.

Troisième bailleur de fonds de l'ONU après les Etats-Unis et le Japon, désormais impliqué dans de multiples opérations de reconstruction ou de maintien de la paix, Berlin figure parmi les meilleurs élèves de la classe internationale. En outre, l'Allemagne peut mettre en avant des grands principes de politique étrangère calqués sur ceux de l'organisation mondiale : «*Le dialogue, la recherche du consensus, le règlement pacifique des conflits et le multilatéralisme*», énonce la députée Angelika SCHWALL-DÜREN, spécialiste de politique étrangère au SPD, le parti social-démocrate. Si Helmut KOHL figure déjà dans les livres d'histoire au titre de «*chancelier de la réunification*», Gerhard SCHRÖDER ne dédaignerait pas, quant à lui, de devenir celui qui aurait parachevé la souveraineté de son pays, mettant fin définitivement à son statut de «*nain politique*».

C'est pour cette raison que quarante-huit heures après le déferlement du tsunami en Asie du Sud-Est, il a été un des premiers chefs de gouvernement en Europe à interrompre ses vacances pour rentrer à Berlin. Dans son discours de fin d'année, il insiste sur une coopération à plus long terme en proposant de créer des partenariats régionaux, entre les pays industriels et les zones dévastées – la proposition sera saluée dans de nombreuses capitales. Début janvier, le gouvernement allemand annonce un vaste plan d'aide à la reconstruction, doté de 500 millions d'euros, et place ainsi l'Allemagne dans le peloton de tête des nations donatrices. Le message à faire passer est le suivant : l'Allemagne est un pays sur lequel on peut compter, un partenaire qui sait prendre ses responsabilités.

Toutefois, depuis plusieurs années, Berlin préfère mettre l'accent sur son aide au développement plutôt que sur son action militaire proprement dite. L'exemple le plus flagrant en est le dossier afghan. S'appuyant sur des liens historiques tissés au fil du siècle dernier avec Kaboul, la diplomatie allemande a joué l'un de ses meilleurs coups en organisant, à la fin de 2001, près de Bonn, la première conférence sur l'avenir de l'Afghanistan. Puis les Allemands ont occupé le terrain : ils ne pourchassent pas les terroristes comme le font les Américains, mais ils forment aujourd'hui des policiers afghans, patrouillent à Kaboul pour assurer la sécurité de la ville, construisent des ponts ou réparent des routes dans deux des provinces du nord du pays. «*Si vous parvenez à rétablir l'eau, l'électricité et les transports dans une région en crise, et si vous pouvez aussi construire des écoles et des hôpitaux, vous avez déjà gagné la guerre auprès de la population*», estime le colonel Horst SCHÖBINGER, qui a plusieurs de ces missions à son actif. Et l'on peut également, en participant à une expédition humanitaire, éviter d'en entreprendre une autre, militaire cette fois : l'Allemagne a mis en avant son engagement massif en Afghanistan – «*On ne peut pas être partout en même temps*» – pour mieux dire non à une participation armée en Irak.

Certes, si Gerhard SCHRÖDER a été le premier sur la scène internationale à oser défier George BUSH en refusant toute implication de l'Allemagne dans une guerre en Irak, c'est pour des raisons

électorales – et cela lui a valu en partie sa réélection en septembre 2002. En outre, l'attitude intransigeante de l'administration Bush à l'égard du reste du monde au cours des mois précédant la crise a compté. Mais la réconciliation germano-américaine n'a pas tardé : les Allemands – contrairement aux Français – ont défini une stratégie pragmatique : une fois la guerre engagée, plus question de regarder en arrière : il s'agit d'œuvrer à l'après-guerre pour rester dans la course. Dès la fin mars 2003, l'Allemagne adopte une attitude de réserve conciliante à l'égard des États-Unis, et multiplie les petits gestes censés entretenir l'amitié. Elle renforce la protection des casernes américaines sur son sol, évite toute polémique sur le droit de survol de son territoire par des avions américains et double d'emblée son aide humanitaire à l'Irak. Toutefois, consciemment ou non, le chancelier allemand s'est laissé porter par un nouveau courant géopolitique : *« Avec la fin de la bipolarisation pure et dure due à la guerre froide, il est devenu moins nécessaire que les États-Unis garantissent la sécurité en Allemagne, souligne Martin KOOPMANN, chercheur à la Société allemande de politique étrangère (DGAP). N'ayant plus d'ennemi direct à ses frontières orientales, Berlin a pu se permettre de relâcher le lien transatlantique. »* L'ancien ministre-président de Basse-Saxe, que l'on disait peu au fait des grands dossiers de la planète lors de sa première élection, en 1998, a sans doute vécu là son véritable baptême du feu sur la scène internationale. Depuis, il a mûri et gagné en confiance. Et George BUSH lui-même est venu lui rendre visite fin février à Mayence pour sceller la réconciliation. Fort de cette nouvelle stature, le chancelier allemand laisse de moins en moins de dossiers à son ministre des Affaires étrangères.

La Russie, par exemple, est une affaire qui se traite à la chancellerie. Voire au domicile privé du chancelier, puisque SCHRÖDER perpétue avec Vladimir POUTINE la bonne vieille tradition allemande de *« l'amitié entre hommes »* (Männerfreundschaft) – illustrée en son temps par Helmut KOHL à l'égard de Mikhaïl GORBATCHEV et de Boris ELTSINE. *« L'Allemagne a un rôle fondamental à jouer dans la stabilisation de la Russie »,* justifie la députée SPD Angelika SCHWALL-DÜREN. *« L'intégrer économiquement et politiquement, plutôt que de l'isoler, ne peut que renforcer la sécurité en Europe. »* Tout en servant, également, les intérêts économiques allemands : lorsque l'on sait que 40% des importations de gaz naturel en Allemagne proviennent de Russie - ce qui représente un quart des exportations russes de gaz - et que Moscou doit encore rembourser à Berlin la bagatelle de 21 milliards d'euros de dettes. La Chine est également un dossier réservé au chancelier, qui y défend de la même façon les intérêts de son pays, puisque tous les ans, à l'approche de Noël, il vient vendre le savoir-faire de ses entreprises pour rapporter au pays des milliards d'euros de contrats. Le chancelier du premier pays exportateur au monde ne peut faire l'impasse sur l'un des plus grands marchés de la planète - quitte à éluder diplomatiquement la question des droits de l'homme. En outre, SCHRÖDER adore se présenter comme le chef de *« l'entreprise Allemagne »*. La *« défense des intérêts allemands »* a toujours été l'un de ses thèmes de prédilection. Mais il l'a martelé de plus en plus fort au cours des dernières années. Notamment à Bruxelles, auprès de ses collègues européens. Par exemple, lorsqu'il a exigé récemment une lecture plus politique du pacte de stabilité. *« Le discours officiel d'avant la réunification, qui consistait à dire : "Compte tenu de ce que nous avons été, nous devons nous ancrer à l'avenir dans le projet européen", n'a plus cours aujourd'hui, constate l'historien Etienne FRANÇOIS. Les Allemands n'ont plus de scrupules à souligner que leurs intérêts ne doivent pas nécessairement passer au second plan. »* *« A la différence de KOHL, SCHRÖDER n'est pas si marqué par cette idée que l'Allemagne se doit de rester modeste à cause de son passé »,* renchérit Christoph BERTRAM, directeur de la fondation Science et politique, l'un des principaux think tanks allemands. Pour lui, l'Allemagne est tout simplement un grand pays dont les autres doivent reconnaître l'importance. Aussi le chancelier se permet-il d'exiger une réduction du budget européen, puisque, premier contributeur, il est aussi le premier concerné, de s'élever contre une Commission de Bruxelles qui ne prendrait

pas assez en compte les intérêts industriels de la nation qu'il gouverne ou de réclamer que la langue allemande soit pratiquée au sein des instances européennes.

«*J'ai l'impression que les Allemands commencent à s'émanciper d'une définition bipolaire d'eux-mêmes*», analyse l'historien Heinrich AUGUST WINKLER. «*Dans toute la période de l'après-guerre, ils ne se percevaient qu'à travers le prisme de deux pôles, le pôle négatif de l'Holocauste et celui, positif, de la réussite économique. Nous sommes peut-être en train de dépasser ce schéma.*» De fait, même si leur économie broie du noir et que les Allemands dépriment, parallèlement, leur rapport au passé paraît plus simple. Le débat sur la culpabilité allemande étant quasi clos – les derniers témoins des années 1933-1945 ne sont plus qu'une minorité – il reste celui, plus facile à gérer, sur la responsabilité. «*Si Auschwitz reste toujours la référence dans le débat public allemand, le temps fait son œuvre, remarque Etienne FRANÇOIS. La dimension symbolique d'Auschwitz au sein de la société est en train de prendre le pas sur sa dimension historique.*» Du coup, il devient possible qu'un chancelier allemand se rende sur les plages de Normandie ou à la commémoration de l'insurrection du ghetto de Varsovie.

B La position d'Angela MERKEL sur l'Europe

Angela MERKEL ne fait plus du couple franco-allemand sa priorité. En cela, elle est plus sur la ligne de Nicolas SARKOZY, qui pense qu'il faut élargir ce moteur à des acteurs comme le Royaume-Uni, l'Espagne, la Pologne. Elle réclame avant tout une "Europe politique" et affiche sa volonté de donner toute leur place aux nouveaux entrants. "Toutes les initiatives qui doivent être prises doivent être ouvertes à tous les pays d'Europe", a-t-elle ainsi souligné. Même si elle a quand même assuré son attachement à l'amitié franco-allemande au Président Jacques CHIRAC lors de leur rencontre le 19 juillet 2005 à Paris, sa vision européenne la rapproche donc bien plus de Nicolas SARKOZY que de Jacques CHIRAC, puisque contrairement à ce dernier, elle est favorable à un partenariat privilégié avec la Turquie plutôt qu'à une adhésion... Tout comme le président de l'UMP.

Lors du débat télévisé opposant les deux candidats à la chancellerie allemande, Angela MERKEL avait en effet souligné son opposition à l'intégration de la Turquie à l'Union européenne, expliquant que "l'UE n'a pas la capacité pour accueillir la Turquie comme membre à part entière", et préférant "un partenariat privilégié" avec Ankara. Si Angela MERKEL gagne, il y a de fortes chances pour que l'Allemagne refuse même d'entamer les négociations le 3 octobre prochain.

Réponse du chancelier : "Vous faites une erreur majeure en terme de politique étrangère." "Vous ne comprenez pas la signification géostratégique et géopolitique du fait de lier la Turquie à l'UE", a-t-il ajouté.

Sur les relations transatlantiques, Angela MERKEL souhaite un rapprochement avec Londres et Washington.

La Politique Agricole Commune constitue un autre point de discorde avec l'Élysée. Angela MERKEL envisage une "renationalisation partielle" des subventions agricoles pour diminuer l'enveloppe de la PAC sans pénaliser les exploitants.

La politique agricole commune et son coût divisent en effet les deux pays. En 1962, la France avait accepté d'ouvrir ses frontières aux produits de l'industrie allemande contre l'engagement des Allemands à subventionner l'agriculture française. Née de cette entente entre le général de Gaulle

et Konrad Adenauer, la politique agricole commune (PAC) est cependant devenue, depuis quelques années, la principale pomme de discorde entre Paris et Berlin. Premier contributeur net de l'Union européenne, l'Allemagne ne veut pas déboursier plus dans une Europe à 25. Elle estime donc que les nouvelles dépenses occasionnées par l'élargissement devront être compensées, à partir de 2006 (jusque-là, le budget est bouclé), par des économies. Et que la première des mesures à prendre est une réduction du budget de la PAC - singulièrement des aides directes accordées aux agriculteurs.

Mais les Français, eux, refusent catégoriquement d'ouvrir le dossier de la PAC avant 2006. Il n'est pas question, dit-on à Paris, d'anticiper sur le calendrier. Ce n'est pas la première fois que la PAC empoisonne les relations entre Français et Allemands. Elle avait déjà été au cœur des discussions du sommet de Berlin, en 1999. Gerhard SCHRÖDER, qui venait d'être élu, avait finalement cédé à la pression des Français et accepté de maintenir les dépenses agricoles. Mais non sans ressentiment, et les dissensions s'étaient ensuite accumulées, pour culminer lors du sommet de Nice, en décembre 2000. Depuis, le «moteur» franco-allemand ne tourne plus vraiment rond.

Or, dans une Europe à reconstruire après l'échec du Traité Constitutionnel européen, Angela MERKEL, avec Tony BLAIR cette fois, pourrait jeter les bases d'un nouvel axe Londres-Berlin; le moteur franco-allemand ayant effectivement des ratés (hésitations françaises sur la réunification allemande, refus du mouvement RPR, en 1994, de donner suite à la proposition d'union franco-allemande («papier Lamers-Schäuble») de la CDU, opportunisme du duo CHIRAC-SCHRÖDER, alliance dictée par les circonstances plus que par une conviction européenne).

Angela MERKEL nourrit en effet plus d'affinités avec le Britannique Tony BLAIR qu'avec Jacques CHIRAC : ils sont issus de la même génération, adeptes du franc-parler, une foi commune dans le libéralisme. S'ils sont en désaccord sur l'adhésion de la Turquie, tous deux jugent déraisonnable la part du budget européen accordée à la politique agricole commune et professent un solide atlantisme - l'Allemagne de MERKEL n'aurait pas suivi Paris dans la crise irakienne.

Le sujet qui éloignera en effet le plus Jacques CHIRAC et Angela MERKEL sera la politique irakienne. La chef de file de la CDU avait alors critiqué - mais à titre personnel - la position commune de Gerhard SCHRÖDER et Jacques CHIRAC sur la guerre en Irak.

Toutefois, pour le premier ministre Dominique de VILLEPIN : "(...) la relation entre la France et l'Allemagne est une relation qui n'est susceptible d'être altérée par aucune élection. " (RTL 4 septembre 2005)

C Les relations franco-allemandes d'après le quai d'Orsay

En 2003, lors du 40^{ème} anniversaire du Traité de l'Élysée, a été réaffirmée la force des liens qui unissent la France et l'Allemagne. Face aux enjeux européens actuels, le Traité de l'Élysée permet à la France et à l'Allemagne de mieux se coordonner au service d'une Union désormais élargie, tout en tentant de favoriser les contacts entre leurs deux sociétés civiles.

Replaçant la relation franco-allemande dans une perspective européenne, la déclaration du 40^{ème} anniversaire du traité de l'Élysée prévoit plusieurs mesures de renforcement des procédures de concertation bilatérale :

- tenue de sommets franco-allemands sous la forme de Conseils des ministres franco-allemands, réunissant deux fois par an l'ensemble des ministres des deux gouvernements.

Le 2ème Conseil des ministres franco-allemand, le 18 septembre 2003 à Berlin, a inauguré cette nouvelle dimension interministérielle. Une initiative pour la Croissance a été adoptée par les deux pays, dans la perspective du Conseil européen suivant.

Le 3ème Conseil des ministres franco-allemand, à Paris le 13 mai 2004, a permis de souligner trois priorités de la coopération bilatérale :

- la consolidation d'une démarche commune franco-allemande dans le domaine des relations extérieures et de la sécurité
- l'accentuation des convergences des deux pays en matière de réformes économiques et sociales
- le développement d'un espace de citoyenneté commune.

Le 4ème Conseil des ministres franco-allemand s'est tenu le 26 octobre à Berlin. Il a porté sur le thème des réformes économiques et sociales entreprises dans les deux pays, pour renforcer leur compétitivité dans la perspective du bilan à mi-parcours de la Stratégie de Lisbonne, et a réfléchi aux moyens de promouvoir l'apprentissage de la langue du partenaire, condition essentielle au rapprochement des deux sociétés civiles.

Le 5ème Conseil des Ministres franco-allemand s'est tenu le 26 avril 2005 à Paris. Outre des sujets liés à l'actualité européenne et internationale, le Conseil s'est penché sur la question de la croissance et de l'innovation et sur le thème de la mobilité des citoyens (notamment professionnelle et des jeunes) entre les deux pays.

Une impulsion conjointe en faveur de la construction européenne

Le Conseil européen de Nice de décembre 2000 avait montré la nécessité de renforcer la coopération bilatérale autour des thèmes européens. La tenue à intervalle régulier de sommets informels dits de « *Blaesheim* » a donc été inaugurée le 31 janvier 2001. Onze rencontres ont eu lieu cette année-là, quatorze en 2002, huit en 2003 et sept en 2004, tant au niveau du Président de la République et du Chancelier que des deux Ministres des affaires étrangères. Depuis ses débuts, la mise au point de la Constitution européenne a été marquée par des positions communes franco-allemandes sur les principaux points en discussion : double majorité, extension du champ de la majorité qualifiée, renforcement de la PESC, avancées dans le domaine de la JAI, taille de la Commission et coopérations structurées.

Sur l'ensemble des grands dossiers d'actualité européens, la France et l'Allemagne affichent aussi une concertation étroite, le cas échéant avec d'autres partenaires tels l'Espagne (Sommet de Madrid du 13 septembre 2004, réunion ministérielle de la Celle Saint Cloud du 29 octobre 2004),

la Grande-Bretagne (sur des sujets politico-militaires - Sommet du 20 septembre 2003 - mais aussi économiques - Sommet du 18 février 2004 -) ou la Pologne ("Triangle de Weimar"), ou encore dans le format des « *Six grands* » au niveau des experts sur les politiques internes européennes. En 2005, la révision de la stratégie de Lisbonne et la réforme du Pacte de stabilité ont d'ores et déjà été des acquis importants de la coopération bilatérale dans le cadre de l'UE.

En matière de défense, la France et l'Allemagne veillent à concrétiser les décisions prises lors du sommet quadripartite (franco-germano-belgo-luxembourgeois) du 29 avril 2003, en particulier la mise sur pied de la Cellule civilo-militaire de l'UE et la création de l'Agence européenne d'armement. Le Conseil des ministres franco-allemand du 13 mai 2004 a annoncé l'envoi de la Brigade

franco-allemande et du Corps européen en Afghanistan dans le cadre de la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité), qui a depuis été mise en place le 1^{er} août.

Depuis l'éclatement de la crise irakienne, la concertation entre les deux pays a désormais un prolongement dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies dont l'Allemagne était membre non permanent jusqu'à la fin de l'année 2004. La coopération s'est poursuivie depuis lors en utilisant le dispositif agréé lors du Conseil des ministres franco-allemand de mai 2004, prévoyant une concertation renforcée aux Nations unies entre les deux pays (coopération sur la réforme de l'ONU, soutien à la candidature de l'Allemagne à un siège permanent au Conseil de sécurité, concertation sur les sujets à l'ordre du jour du Conseil). Cette coopération touche les différents dossiers du Conseil, sur lesquels Berlin et Paris veillent à se concerter systématiquement.

Une nouvelle dimension décentralisée

Les 27 et 28 octobre 2003 voient à Poitiers l'adoption d'une Déclaration portant sur l'apprentissage de la langue du partenaire, la mobilité des jeunes et la mise en réseau des compétences. Un colloque organisé au Sénat le 21 octobre dernier par l'Association des maires de France sur le thème de « *la coopération franco-allemande entre villes et communes dans l'Europe des 25* » a permis d'insuffler un nouvel élan à la dynamique de coopération entre villes et communes françaises et allemandes.

Relations économiques

L'évolution de nos échanges commerciaux a été caractérisée, ces dernières années, par un solde excédentaire en faveur de la France (-8,6 % en 2003). La France demeure le premier fournisseur de l'Allemagne devant les Pays-Bas (47,1 % d'exportations en 2003) et le premier client de l'Allemagne devant les États-Unis (55,7 % d'importations en 2003). En 2002, en terme de stock, la France est le 4^{ème} investisseur en Allemagne.